



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Quotas de production : Morbihan

Question écrite n° 4845

Texte de la question

M Jean-Charles Cavaille attire l'attention de M le ministre de l'agriculture et de la forêt sur les difficultés dramatiques que connaissent les producteurs de lait du département du Morbihan qui, sur les deux dernières paies de lait, se sont vu appliquer les prélèvements au titre des pénalités pour dépassement dans le cadre de la campagne 1987-1988. Le Morbihan est le 5^e département producteur de lait de France. Il compte 10 500 producteurs qui collectent de 11 à 12 millions d'hectolitres par an. La structure de production dans notre département intéresse essentiellement de petites ou moyennes exploitations, puisque : 1^o 4 000 exploitants produisent moins de 60 000 litres ; 2^o 2 400 exploitants produisent entre 60 000 et 100 000 litres ; 4 100 exploitants produisent plus de 100 000 litres. Malgré les dispositions qui ont été prises notamment par l'arrêté du 10 août 1988, force est de constater que : 1^o pour les producteurs de moins de 60 000 litres, les règles appliquées pour la mise en œuvre des prélèvements les placent dans une situation de détresse économique et morale totale. 2^o pour les producteurs de quantités supérieures, certaines exploitations dont les résultats techniques sont satisfaisants, se voient freiner dans leur développement et, ces exploitations, qui devraient assurer l'avenir de la production, sont menacées. Enfin, dans certains cas, l'appel du solde des prélèvements prévus pour le mois de juillet 1989 placera les intéressés dans une situation invraisemblable puisque le montant à prélever risque d'être supérieur à la totalité de la paie de lait. L'importance de la production laitière dans le département du Morbihan, sa répartition territoriale et le maintien de cette production dans certaines zones défavorisées le conduisent à lui demander quelles sont les mesures urgentes qu'il compte mettre en œuvre afin de modifier ou atténuer les conditions de recouvrement des pénalités dont l'effet risque, dans la situation actuelle, de conduire de nombreuses exploitations à la cessation d'activité.

Texte de la réponse

Reponse. - Le régime de maîtrise de la production laitière, mis en place au niveau communautaire, comporte l'obligation pour les États membres qui dépassent leur quantité globale garantie, fixée par la réglementation, d'acquiescer un prélèvement supplémentaire proportionnel à ce dépassement ; ce prélèvement est fonction du coût d'écoulement des quantités produites en excédent : actuellement, son taux est égal au prix indicatif du lait (2,14 francs par litre). La France se trouve dans cette situation à la fin de la campagne laitière 1987-1988 : le dépassement français est estimé à 321 000 tonnes ; ce qui correspond à un prélèvement supplémentaire de 670 millions de francs environ. Ce prélèvement supplémentaire est dû par les producteurs qui, en 1987-1988, ont livré des quantités de lait ou de produits laitiers supérieures à la référence qui leur avait été notifiée par leur laiterie ; dans le cas des producteurs prioritaires, cette référence a pu être augmentée, en cours de campagne, par des suppléments à caractère définitif et par des allocations provisoires (valables pour la seule campagne) attribuées par les entreprises ; les premiers sur les quantités libérées par les primes de cessation d'activité laitière, les seconds à partir des quantités non produites par d'autres livreurs de la même laiterie. Pour répartir le prélèvement supplémentaire entre tous les redevables, et afin de faire coïncider exactement le total des sommes prélevées, au niveau des producteurs et des entreprises, avec le montant dû par la France à la Communauté européenne, une réattribution de la totalité des références non utilisées par certains producteurs a été effectuée sous forme de « prêts de quotas » : à cette fin, conformément aux dispositions de la réglementation communautaire, l'office du lait a prélevé : 1^o les « quotas morts » des entreprises qui respectent

leur reference ; 2o une partie des sous-realizations internes disponibles de toutes les entreprises, correspondant a 0,24 p 100 de la reference de chacune d'elles ; les quantites ainsi recuperees, qui representaient environ 147 000 tonnes, ont permis de satisfaire les besoins exprimes par les laiteries dont les disponibilites sont insuffisantes pour assurer le traitement minimum uniforme au niveau national (fixe par l'arrete de penalisation) de certaines categories de producteurs. L'arrete relatif a la determination du prelevement supplementaire a la charge des producteurs et des acheteurs de lait prevoit des mesures particulieres en faveur : 1o des producteurs prioritaires (definis au niveau national dans l'arrete de campagne du 10 juillet 1987), dans la limite d'un pourcentage de leur objectif annuel de plan ou, a defaut d'objectif agree, de 50 p 100 de leur depassement ; d'une facon generale, ce pourcentage de l'objectif est de 95 p 100 en montagne et de 93 p 100 dans les autres zones ; toutefois, la fraction qui depasse 200 000 litres n'a ete prise en consideration qu'a concurrence de 92 p 100 et de 90 p 100 respectivement. 2o Des petits producteurs de lait specialises qui sont titulaires d'une reference inferieure a 60 000 litres ; un pret de quotas est venu couvrir 30 p 100 de leur depassement, dans la limite de 2 000 litres par exploitation. 3o Des producteurs victimes de calamites climatiques en 1983, dans la limite d'une quantite calculee a partir des livraisons de la meilleure des trois annees 1981, 1982 et 1983. Enfin, s'il restait des quantites disponibles dans certaines entreprises apres complete satisfaction des besoins des producteurs qui viennent d'etre evalues, les laiteries ont pu les repartir entre l'ensemble de leurs livreurs en depassement ; en veillant toutefois a ne pas attenuer le depassement des producteurs non prioritaires de plus de 50 p 100 et a ne pas traiter moins favorablement un producteur prioritaire encore en depassement, apres repartition de ce reliquat, qu'un non-prioritaire dans la meme situation. Apres avoir corrige l'assiette comme il vient d'etre indique, le montant du prelevement du par chaque producteur a ete calcule en appliquant le taux unitaire de penalisation fixe a 2,14 francs par litre. Des delais de paiement sont accordes aux producteurs qui pourront etaler le versement de leur prelevement supplementaire sur onze mois a partir de septembre 1988. En outre, chaque versement ne peut, comme les annees precedentes, exceder 20 p 100 de la recette laitiere du mois, si le producteur dispose d'une reference superieure a 60 000 litres, et 10 p 100 si celle-ci est inferieure a 60 000 litres. Le ministre de l'agriculture et de la foret est conscient que l'application de ces prelevements supplementaires peut provoquer des situations parfois dramatiques dans certaines exploitations ; cependant, il n'est pas possible de se soustraire aux obligations communautaires. Il peut assurer l'honorable parlementaire que le dispositif retenu, dont les grandes lignes ont recu un accueil favorable des trois familles qui composent l'interprofession laitiere, correspond a un effort de solidarite tres important en faveur des producteurs laitiers qui se trouvent dans les situations les plus delicates (exploitations endettees en phase de croissance, petits producteurs, cas economiques et sociaux particulierement difficiles). En outre, la procedure d'aide aux agriculteurs en difficulte, qui vient d'etre mise en place, permettra, apres un examen cas par cas au niveau local, de remedier aux situations les plus difficiles. Enfin, l'effort financier consenti par les pouvoirs publics en faveur du secteur laitier s'est traduit, depuis le debut de l'annee 1988, par le versement de sommes tres importantes : l'indemnisation communautaire au titre de la suspension temporaire de 4 p 100 des references accordee a tous les producteurs, pour un montant total de 750 millions de francs ; la prise en charge de cotisation sociale, dans la limite de 2 500 francs par exploitation, en faveur des petits producteurs specialises, pour un montant global de 150 millions de francs ; une prise en charge d'interets des prets contractes par les producteurs en difficulte, d'un montant global de 50 millions de francs, qui vient en plus des msures generales prises au titre du fonds d'amortissement de la dette agricole. L'ensemble de ces mesures doit permettre aux producteurs, touches par la mise en oeuvre des prelevements supplementaires, de garder espoir et de poursuivre l'amelioration necessaire de la competitivite de leurs exploitations.

Données clés

Auteur : [M. Cavail? Jean-Charles](#)

Circonscription : - Rassemblement pour la République

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 4845

Rubrique : Lait et produits laitiers

Ministère interrogé : agriculture et forêt

Ministère attributaire : agriculture et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 31 octobre 1988, page 3053